



**MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Avis sur le bilan ex post routier de l'autoroute A507 – Rcade
Nord de Marseille
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

Pouvoir adjudicateur

Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation
Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités
Direction des mobilités routières

Numéro de consultation :

DGTM-DMR-SAM1-13-2025

Procédure de passation : Procédure adaptée < 90 k EUR HT en application des dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 à 7 du code de la commande publique.

Le présent document comporte des feuillets numérotés de 2 à 28

1 Table des matières

1	Table des matières	2
1	Identification des parties.....	5
1.1	Définitions	5
1.2	Pouvoir adjudicateur	5
2	Contexte général – Objectif de l’action.....	6
2.1	Contexte	6
2.1.1	Présentation de la maîtrise d’ouvrage	6
2.1.2	Présentation de la L2.....	6
2.1.3	Présentation de la démarche du bilan LOTI.....	6
2.2	Objectif du marché	7
3	Allotissement	7
4	Forme et étendue du marché.....	7
5	Durée du marché	7
5.1	Cas général	7
5.2	Reconduction de l’accord-cadre.....	7
6	Fractionnement des prestations	7
7	Lieu d’exécution	8
8	Documents contractuels	8
9	Marché de prestations similaires.....	8
10	Modalités d’exécution des prestations.....	8
10.1	Représentation des parties	8
10.1.1	Représentation de l'Acheteur	8
10.1.2	Représentation du Titulaire	8
10.2	Pilotage.....	8
10.3	Remplacement des Intervenants	9
10.4	Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	9
11	Obligations du Titulaire.....	10
11.1	Conflit d’intérêts.....	10
11.2	Obligation de conseil	10
11.3	Obligation d'information et changements affectant le Titulaire	10
11.4	Mesures de sécurité	10
12	Responsabilité du Titulaire.....	10

13	Considérations sociales.....	10
14	Considérations environnementales.....	11
15	Traitement de données à caractère personnel.....	11
16	Confidentialité et secret des affaires.....	11
16.1	Confidentialité	11
16.2	Secret des affaires relatives au Titulaire	12
17	Evaluation des prestations intellectuelles	12
18	Valorisation des ordres de service	12
19	Constatation de l'exécution des prestations.....	13
19.1	Opérations de vérification.....	13
19.2	Décisions après vérification.....	13
20	Primes	13
21	Pénalités.....	13
21.1	Pénalités de retard	13
21.2	Pénalités liées aux considérations environnementales	14
21.3	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	14
22	Régime financier.....	14
22.1	Forme et contenu des prix	14
22.2	Variation des prix.....	14
23	Avances.....	14
24	Modalités financières.....	15
24.1	Répartition des paiements	15
24.2	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	15
24.3	Intérêts moratoires	15
24.4	Modalités de facturation.....	16
1.1.1	Taux de TVA	17
1.1.2	Monnaie.....	17
25	Service fait présumé	17
26	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	17
27	Dispositions diverses.....	17
27.1	Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles.....	17
	Identification du Titulaire.....	17
	Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration.....	18
	Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics	18

27.2	Relation fournisseurs.....	18
27.3	Echanges dématérialisés	18
27.4	Langue	19
27.5	Sous-traitance.....	19
27.6	Propriété intellectuelle.....	19
27.7	Assurances.....	20
27.8	Résiliation	20
27.9	Exécution aux frais et risques du Titulaire	20
27.10	Différends	20
27.11	Litiges et contentieux	20
28	Clauses techniques	21
28.1	Présentation du dossier objet du contrôle.....	21
28.2	Organisation de la prestation	21
28.2.1	Nomination d'un chef de projet.....	21
28.2.2	Planning de la prestation	22
28.2.3	Réunions	22
28.2.4	Structure des livrables	22
28.2.5	Rapport Transport / Socio-économie	22
28.2.6	Rapport Environnement.....	23
28.3	Contrôle du dossier	23
28.3.1	Transport / Socio-économie	23
29	Dérogations au CCAG PI.....	28
30	Liste des annexes au présent CCP	28

1 Identification des parties

1.1 Définitions

L'Acheteur ou Pouvoir Adjudicateur ou le Ministère ou l'Etat : l'Etat, Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, Direction des mobilités routières. Il est désigné dans l'article 1.2 du présent CCP.

Le **Titulaire**, au sens de l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (ci-après CCAG-PI) est l'opérateur économique qui conclut le présent accord-cadre avec le Pouvoir Adjudicateur. Il est désigné et dans l'acte d'engagement (AE).

Equipe dédiée ou **Intervenants** : ensemble des personnes affectées par le Titulaire à l'exécution des prestations.

1.2 Pouvoir adjudicateur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, (MATD) Ministère délégué auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM) Direction des mobilités routières (DMR) Sous-direction de la stratégie d'aménagement et de modernisation du réseau routier national (SAM) Bureau du pilotage des projets zone nord, de l'animation de la maîtrise d'ouvrage et de la socio-économie (SAM1)
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Madame Sandrine CHINZI Directrice des mobilités routières ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191 59 à R. 2191-62 du code de la commande publique	La sous-direction de la stratégie d'aménagement et de modernisation du réseau routier national (SAM) Bureau du pilotage des projets zone nord, de l'animation de la maîtrise d'ouvrage et de la socio-économie (SAM1)
Courriels	nadir.ben-abdesselem@developpement-durable.gouv.fr charles-elie.allier@developpement-durable.gouv.fr pierre.boquel@developpement-durable.gouv.fr

2 Contexte général – Objectif de l'action

2.1 Contexte

2.1.1 Présentation de la maîtrise d'ouvrage

La direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM) élabore et met en œuvre les orientations de la politique multimodale des transports terrestres, dans le respect des principes de la transition écologique.

La direction des mobilités routières (DMR) – composante de la DGITM – veille à la cohérence du réseau routier dans son ensemble, met en œuvre la politique de développement, de modernisation, d'entretien, et de viabilité du réseau routier national.

Dans ce cadre, elle participe – entre autres – à l'élaboration des Partenariats public privé (PPP) de projets d'infrastructures routières notamment pour le projet de l'autoroute A507 – Rocade Nord de Marseille (ou « Rocade L2 ») avec la société de la rocade L2 (SRL2) signé le 7 octobre 2013. Ce partenariat a pour objectif de définir la conception, la construction, le financement, l'entretien, la maintenance et le gros entretien de renouvellement de l'A507 pour une durée de 30 ans

2.1.2 Présentation de la L2

La Rocade L2, voie de contournement du centre-ville de Marseille, relie les autoroutes A7 au nord au niveau de l'échangeur des Arnavaux et l'A50 à l'Est au niveau de l'échangeur Florian. Elle a été totalement mise en service le 25 octobre 2018. D'une longueur de 9,7 km, l'A507 présente les caractéristiques d'une autoroute urbaine sans péage à 2x3 voies avec 8 séquences de tranchées couvertes et 8 points d'échanges avec le réseau secondaire.

Déclaré d'utilité publique (DUP) en deux temps (Le 31 décembre 1992 pour le tronçon est¹ et le 12 novembre 2010 pour le tronçon nord²), ce projet a pour objectif de compléter le système viaire de Marseille par une liaison entre l'A50 et l'A7, de délester le centre-ville de son trafic de transit par des reports vers la nouvelle infrastructure, et de tirer parti de cette diminution de trafic pour privilégier l'aménagement de modes doux et de transports collectifs en centre-ville et sur les dalles des tranchées couvertes.

2.1.3 Présentation de la démarche du bilan LOTI

L'article 14 de la Loi d'orientation des Transports Intérieurs impose la réalisation d'un bilan a posteriori pour les grands projets d'infrastructures 3 à 5 ans après la mise en service de l'ouvrage. Le bilan doit permettre d'analyser et d'expliquer les écarts entre les prévisions du dossier d'enquête préalable à la DUP et les observations réelles après la mise en service de l'infrastructure ainsi que de vérifier le respect des engagements de l'Etat.

¹ De l'échangeur Florian (A50) jusqu'à l'échangeur des Frais Vallon.

² De l'échangeur des Arnavaux (A7) à l'échangeur des Frais Vallon.

2.2 Objectif du marché

L'Etat doit s'assurer de la qualité de ces bilans et leur conformité avec les règles de l'art au regard de la méthodologie³⁴⁵ développée par le Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), en tenant compte des observations faites dans les rapports émis par l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD)⁶ par l'émission d'un avis quelques mois après la sortie du bilan.

Il doit également s'assurer que le bilan *ex post* réponde bien à ses objectifs de transparence vis-à-vis des citoyens, des contribuables, de responsabilité des acteurs publics, de formation continue des maitres d'ouvrage et de progression continue des procédures d'aides à la décision.

Ce marché a pour objet la production d'une analyse du bilan LOTI de la Rcade Nord de Marseille pour le compte de la DGITM.

3 Allotissement

Conformément aux articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du code de la commande publique l'accord-cadre n'est pas alloti.

4 Forme et étendue du marché

Le présent marché est un marché simple à prix forfaitaire.
Le montant estimé, sur toute sa durée, **est de 40 000 € HT.**

5 Durée du marché

5.1 Cas général

La durée du marché est de 5 mois et court à compter de sa date de notification.

Conformément à l'article 3.2.2 du CCAG PI, « *Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.* »

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

6 Fractionnement des prestations

Le marché ne comporte pas de tranches.

³ CEREMA, *Synthèse des bilans ex post des projets routiers structurants*, 2018

⁴ SETRA, *Elaboration des bilans ex post pour les projets routiers*, 2011

⁵ SETRA, *Analyse transversale de bilans LOTI de projets routiers*, 2008

⁶ *Rapport n°012979-01, Bilan des bilans LOTI*, Juin 2021

7 Lieu d'exécution

Les prestations s'effectuent essentiellement dans les locaux du Titulaire.

Les réunions se déroulent principalement par visio-conférence. Toutefois, à la demande de l'Acheteur, des réunions peuvent se tenir en présentiel notamment dans les locaux du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

8 Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont :

- l'acte d'engagement (AE) complété, daté et signé par une personne habilitée à engager le Titulaire et son annexe, à savoir la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe, la fiche d'évaluation ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021 (CCAG-PI) ;
- l'offre technique du Titulaire et ses éventuelles annexes ;

En cas de contradiction ou de différence, les pièces de l'accord-cadre prévalent entre elles dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

9 Marché de prestations similaires

Sans objet

10 Modalités d'exécution des prestations

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'Acheteur

Les interlocuteurs désignés par l'Acheteur sont chargés du suivi de l'exécution des prestations. Ils sont désignés lors de la notification de l'accord-cadre.

L'Acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au Titulaire.

10.1.2 Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'Acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG - PI, dans l'offre du Titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer sans délai l'Acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Pilotage

Le pilotage des prestations est réalisé par la sous-direction de la stratégie d'aménagement et de modernisation du réseau routier national et plus précisément par le bureau du pilotage des projets zone nord, de l'animation de la maîtrise d'ouvrage et de la socio-économie (SAM1).

SAM1 décide de la prestation nécessaire à commander et pilote l'exécution de la mission par le prestataire dans le cadre d'échanges si nécessaire.

L'Acheteur met à disposition du Titulaire, sur demande, les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations conformément aux dispositions de l'article xx du présent CCP.

Le Titulaire doit faire preuve d'initiative, de disponibilité et de réactivité afin de répondre pleinement et activement aux besoins de l'Acheteur.

10.3 Remplacement des Intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs Intervenants du Titulaire. De même, le Titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses Intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'Acheteur. Tout refus est motivé.

Le Titulaire procède alors au remplacement des Intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du prix des prestations.

Dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les **cinq (5) jours** suivants cette notification à l'Acheteur, le Titulaire doit communiquer à l'Acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'Acheteur ne le récusé pas dans un délai de **cinq (5) jours** à compter de la réception de cette proposition du Titulaire. Si, dans ce délai, l'Acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le Titulaire dispose d'un nouveau délai de **cinq (5) jours** pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'Acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire.

10.4 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'Acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de **huit (8) jours** à compter de la notification de la mise en demeure par l'Acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Si le groupement souhaite faire évoluer l'identité du mandataire, il en informe avec un préavis de **quinze (15) jours** l'Acheteur qui peut s'y opposer pour tout motif légitime.

11 Obligations du Titulaire

11.1 Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'Acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

La non déclaration comme la survenance d'une situation de conflit d'intérêts, en cours d'exécution, peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

11.2 Obligation de conseil

Le Titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'Acheteur. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations.

11.3 Obligation d'information et changements affectant le Titulaire

Le Titulaire est tenu de signaler à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiés à l'Acheteur. En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

11.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du Titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité s'agissant de l'accès physiques aux locaux du Ministère.

L'identité des prestataires est contrôlée avant chaque accès aux locaux.

12 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

13 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

14 Considérations environnementales

Communication du BEGES :

En application de la circulaire n°6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du Titulaire soumis à l'article L. 229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES (bilan émissions de gaz à effet de serre) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le Titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les Titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

Clause relative au partage de documents :

La production des livrables produit par le Titulaire est mise à la disposition de l'acheteur par le moyen le plus « propre » possible : format dématérialisé, compressé au maximum, espace de travail collaboratif, si impression obligatoire garantie de l'usage de papiers recyclé ou éco-labellisé, etc.

Clause relative aux déplacements :

Les déplacements du Titulaire prévus pour les prestations doivent privilégier le recours aux transports en commun. Le choix des lieux de réunion proposé par le Titulaire sont accessibles en transports en commun.

15 Traitement de données à caractère personnel

Sans objet.

16 Confidentialité et secret des affaires

16.1 Confidentialité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès ou qu'il aura produits lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Ces obligations s'étendent aux membres de l'Equipe dédiée et à toute personne physique sous l'autorité hiérarchique ou fonctionnelle du Titulaire à laquelle des éléments confidentiels au titre du présent accord-cadre sont communiqués, quelle qu'en soit la raison.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

16.2 Secret des affaires relatives au Titulaire

Le Titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'Acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'Acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'Acheteur informe le Titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

17 Evaluation des prestations intellectuelles

Evaluation sur la qualité du service rendu

A l'issue de l'accord-cadre, l'Acheteur évalue le Titulaire sur l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande, conformément à la grille d'évaluation en annexe du présent CCP.

Sur décision de l'Acheteur, cette évaluation peut faire l'objet d'une publication sans préjudice du secret des affaires et du droit au respect de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs et notamment des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et de la doctrine de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Capitalisation

Le Titulaire assure les transferts de compétences et les actions de sensibilisation nécessaires vers le service en charge de l'exécution de la prestation afin d'assurer la maîtrise et la bonne application de celles-ci.

Ces transferts de compétences visent à ce que les agents en bénéficiant soient en capacité de répliquer seuls ces techniques et pérenniser la démarche engagée.

Les actions peuvent notamment prendre la forme de communication, guides méthodologiques, formations présentiels ou à distance.

Le Titulaire définit et assure tout au long du marché la gestion documentaire des études qu'il réalise. Cette dernière comprend l'ensemble de la documentation recensée et produite.

Tout au long de l'exécution des prestations, le Titulaire met en place un dispositif de capitalisation des actions conduites, des documents produits et des méthodes mises en œuvre, qui alimentent une base de connaissances de manière à permettre leur réutilisation ultérieure par l'administration.

Ces documents sont stockés dans des outils ou lieux de stockage internes à l'administration et utilisables par l'ensemble des parties prenantes du présent marché.

Les documents sont remis sous forme numérique et transmis par la voie la plus adaptée et sécurisée.

Le Titulaire les fait parvenir à l'Acheteur et au service responsable de l'exécution des prestations, au plus tard dans un délai de 1 mois à l'issue du marché.

18 Valorisation des ordres de service

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-PI, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

19 Constatation de l'exécution des prestations

19.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application de l'article 28 du CCAG-PI.

19.2 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification l'Acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations conformément à l'article 29 du CCAG-PI.

20 Primes

Sans objet.

21 Pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

21.1 Pénalités de retard

Lorsque l'Acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de **quinze (15) jours**. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'Acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3\,000$$

Dans laquelle :

- **P** = le montant de la pénalité ;
- **V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;
- **R** = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

21.2 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-transmission des attestations, justificatifs ou bilans demandés par l'acheteur dans le cadre de l'exécution de la clause environnementale, une pénalité égale à **50 euros par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur est appliquée.

21.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Il est précisé que les pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialités ne sont pas dérogatoires.

22 Régime financier

22.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires tels que mentionnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), annexe de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations et aux réunions, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

Les prix mentionnés correspondent au parfait achèvement des prestations mentionnées dans le présent CCP.

22.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 correspondant à la date de remise de l'offre par le Titulaire.

Les prix du présent marché sont fermes et non actualisables.

23 Avances

En application des articles R.2191-3 à R.2191-11 du Code de la Commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance respectant les conditions suivantes (conditions cumulatives) :

- Montant supérieur à 50 000 € HT
- Durée d'exécution supérieure à 2 mois

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant TTC du marché traité à prix global et forfaitaire.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement.

24 Modalités financières

24.1 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R. 2191-20 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

24.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas prévu de retenue de garantie. Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055 La Défense Cedex

24.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L. 2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R. 2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le

montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

24.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'Acheteur.

Le paiement est effectué par virement sur le compte du Titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la référence et l'objet de l'accord-cadre ;
- la référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- le code SIRET de l'État : 11000201100044 ;
- le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : FAC9450075
- une description sommaire des prestations effectuées ;
- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date d'exécution des services
- la dénomination précise prestations réalisées
- le prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le montant de l'avance éventuellement versée ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au Titulaire par le service facturier.

Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures.

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

1.1.1 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

1.1.2 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

25 Service fait présumé

Sans objet.

26 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'Acheteur.

27 Dispositions diverses

27.1 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles

Identification du Titulaire

L'Acheteur s'engage à ne pas fournir aux intervenants du Titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le Titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui

les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers. A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration

Le Titulaire a interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du Titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du Titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- de cette information ;
- de la prestation de conseil réalisée ;
- du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics

La charte de déontologie rappelle les obligations auxquelles sont tenus les agents publics, notamment en termes de neutralité, de probité et d'intégrité. Celles-ci s'appliquent également dans les relations qu'entretiennent les agents publics vis-à-vis des consultants.

Elle est accessible au lien suivant :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0033286&reqId=f12145ef-6aad-4621-aa3e-d18a1f6ec5f1&pos=11>

27.2 Relation fournisseurs

Le ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation est signataire de la charte « *relations fournisseurs achats responsables* » (RFAR).

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte RFAR. Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » puis le dépôt d'un dossier de candidature au label RFAR et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats accompagne le Titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

27.3 Echanges dématérialisés

L'Acheteur notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil Acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans l'Acte d'Engagement du présent accord-cadre et/ou dans l'offre du Titulaire) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

27.4 Langue

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

27.5 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de **vingt-et-un (21) jours** à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L. 2193-7 du code de la commande publique, les Titulaires communiquent le ou les contrats de sous-traitance à l'Acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous **quinze (15) jours** dès réception de la demande.

27.6 Propriété intellectuelle

Le régime des droits de propriété intellectuelle est régi par les articles 32 à 35 du CCAG PI défini par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats et connaissances antérieures) pour répondre à ses objectifs.

Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu aux articles 32 et 33 du CCAG-PI.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent marché.

Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Les connaissances antérieures de l'acheteur ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché.

27.7 Assurances

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'Acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'Acheteur ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'Acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'Acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

27.8 Résiliation

L'Acheteur peut résilier le présent accord-cadre dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-PI (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du Titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-PI, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : non déclaration d'un conflit d'intérêts, survenance d'une situation de conflit d'intérêts.

27.9 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Le cas échéant, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-PI.

27.10 Différends

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'Acheteur et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

27.11 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 322
95027 CERGY-PONTOISE Cedex

28 Clauses techniques

28.1 Présentation du dossier objet du contrôle

Le prestataire se verra transmettre un dossier comprenant le **bilan ex post** accompagné de **quatre documents annexes** :

- Le rapport de compilation des entretiens d'acteurs
- Le rapport de modélisation du trafic
- Le rapport d'analyse des mesures de la qualité de l'air
- Le rapport d'analyse de mesures du bruit

Le prestataire retrouvera les prévisions *ex ante* et les engagements du maître d'ouvrage dans les documents suivants :

- Le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP).
- La DUP
- Le dossier des engagements de l'Etat.

Il retrouvera également les documents intermédiaires produits entre la parution de la DUP et la mise en service :

- Le rapport bilan intermédiaire un an après la mise en service.

Le prestataire devra, en cas de besoin, solliciter pour le compte de la maîtrise d'ouvrage tout acteur susceptible de fournir des documents supplémentaires nécessaires à la réalisation de l'avis.

28.2 Organisation de la prestation

28.2.1 Nomination d'un chef de projet

Le chef de projet est désigné par le titulaire. A ce titre, le titulaire devra remettre les indications de l'expérience et les références du chef de projet (nom et CV).

Le chef de projet sera l'unique interlocuteur du maître d'ouvrage et devra impérativement être présent à chaque réunion sous peine de pénalités. Il a un rôle transversal entre les différents intervenants de la prestation de contrôle.

Il devra, pour cela, mobiliser une équipe dédiée susceptible d'apporter des valeurs ajoutées et compléments nécessaires à la réalisation de l'ensemble du contrôle, en évitant les doublons, mais aussi en couvrant les compétences attendues pour mener à bien la mission. Leur nom et CV devront être transmis et devront être identifiés selon leur rôle dans la rédaction de l'avis : Expert / Ingénieur / Technicien.

Le titulaire du marché s'engage à ce que les personnes citées dans son offre soient celles qui interviendront sur la prestation. Si un changement devait intervenir avant le commencement

ou au cours de la réalisation de la prestation, le titulaire soumettrait une demande spécifique au MOA sur ses nouveaux moyens humains.

28.2.2 Planning de la prestation

Le titulaire aura remis dans son offre un planning de réalisation des prestations, en faisant apparaître les délais d'exécution principaux et intermédiaires, ainsi que les réunions. Ce délai est plafonné à 4,5 mois à partir de la notification de marché pour la restitution des livrables finaux.

28.2.3 Réunions

Pour chaque volet (Transport et environnement), les prestations de contrôle débiteront par une réunion de lancement au cours de laquelle le titulaire devra présenter en détail la méthodologie qu'il souhaite mettre en œuvre pour réaliser sa prestation.

Le maître d'ouvrage pourra décider de la réunion de la tenue d'une réunion intermédiaire avec le titulaire.

Enfin une réunion de restitution de la prestation sera organisée à la remise du rapport.

28.2.4 Structure des livrables

Deux livrables sont attendus :

- Un rapport couvrant les thématiques socio-économiques et de transports de l'opération.
- Un rapport couvrant les thématiques environnementales de l'opération.

28.2.5 Rapport Transport / Socio-économie

Ce rapport devra être structuré en trois parties : 1^{ère} partie introductive / 2^{ème} partie thématique / 3^{ème} partie conclusive.

La première partie introductive doit contenir les éléments suivants :

- Rappeler l'objectif de l'avis.
- Enumérer les pièces utilisées pour le rédiger.
- Donner la description du projet en rappelant son historique, les éléments le justifiant, ses objectifs, la synthèse de ses effets.
- Rédiger un avis global sur la qualité du bilan (1 page maximum).

La deuxième partie constituera le cœur du rapport. Le contenu attendu est détaillé dans la partie 3.1 du cahier des charges, il devra suivre le plan thématique suivant :

- Coût
- Analyse des trafics
- Qualité de service
- Sécurité routière
- Rentabilité socio-économique
- Volet économie et territoire

La dernière partie de conclusion devra être composée des points suivants :

- Conclure si le bilan LOTI est conforme aux règles de l'art et s'il répond bien à ses objectifs
- Indiquer si l'aménagement du projet a permis d'atteindre les objectifs définis dans le dossier de DUP.
- Relever les thèmes les plus saillants dans lesquels les écarts entre prévision *ex ante* et *ex post* sont les plus grands et en rappeler les causes.

28.2.6 Rapport Environnement

Ce rapport devra également être structuré en deux parties : 1^{ère} partie de synthèse / 2^{ème} partie thématique.

La première partie doit contenir les éléments suivants :

- Un résumé de l'étude qui indique si les engagements de l'Etat sont respectés thème par thème et qui indiquent les éventuelles imprécisions. Cette première partie sera également composée de remarques générales sur la forme et le fond du bilan final.
- Une présentation de l'aménagement : historique, éléments le justifiant, ses objectifs, la synthèse de ses effets.
- Un rappel sur les éléments constitutifs nécessaires au volet environnement du bilan LOTI
- Les documents sur lesquels le prestataire s'est appuyé pour exprimer son avis technique.

La deuxième partie constituera le cœur du rapport. Les attendus sont détaillés dans la partie 3.2 du présent document. Le rapport devra aborder à minima les points suivants :

- Le milieu physique (climat, air, sol, ressources naturelles) ;
- Les eaux souterraines et les eaux superficielles (pluviales et cours d'eau) ;
- Le milieu « naturel » (faune, flore, habitats naturels, continuités écologiques/trame verte et bleue) ;
- L'agriculture et la sylviculture ;
- Les paysages ;
- L'urbanisme et l'occupation des sols ;
- Le patrimoine culturel et archéologique ;
- Les risques technologiques et naturels ;
- La qualité de vie (air, bruit) et les risques sanitaires.
- Les actions pour éviter ou réduire les impacts pendant les travaux en situation de chantier / Travaux.

28.3 Contrôle du dossier

28.3.1 Transport / Socio-économie

28.3.1.1 Coût

28.3.1.1.1 Principe du bilan

Pour la partie coût, la méthodologie consiste à comparer les coûts prévus et les coûts observés. Elle doit notamment contribuer à rendre compte de la bonne utilisation des fonds publics.

L'analyse porte sur les coûts de construction et d'investissement, mais aussi sur les coûts d'entretien et d'exploitation. Elle doit permettre d'identifier les causes d'écarts entre les prévisions et la réalité.

28.3.1.1.2 Eléments à contrôler et compléments demandés

Le prestataire doit vérifier la bonne restitution des coûts de construction ex-ante et ex-post, et contrôler que la comparaison a été bien réalisée. Il sera particulièrement attentif aux unités, leur année. Il devra proposer des réajustements si nécessaire.

Il réalisera la même opération sur les coûts d'entretien et les coûts d'exploitation.

28.3.1.2 Trafic

28.3.1.2.1 Principe du bilan

Pour la partie trafic, la méthodologie du bilan consiste à observer puis modéliser le trafic actuel sur un réseau contenant l'infrastructure et les principaux axes concurrents, puis reconstituer le trafic en l'absence d'infrastructure. Le bilan doit ensuite comparer ces trafics aux trafics prévus en situation de référence et de projet par l'étude *ex ante*. Il y a donc deux paires de situation à comparer : la situation de référence *ex ante/ex post* et la situation de projet *ex ante/ex post*.

28.3.1.2.2 Eléments à contrôler et compléments demandés

Dans cette partie, le rédacteur de l'avis doit principalement s'assurer que la reconstitution du trafic est correctement réalisée avec un modèle de trafic, que les résultats des prévisions *ex-ante* et les observations et calculs *ex-post* sont cohérents. Il doit s'assurer de la pertinence de la justification des écarts. Plus précisément il s'agira de :

- Dans son analyse, le prestataire sera vigilant sur les années étudiées, les taux d'évolutions et toutes les hypothèses prises lors des calculs *ex-ante*.
- Vérifier que le scénario de référence *ex-post* a bien été reconstitué. Vérifier également que les prévisions *ex ante* ont été recalculées avec le modèle permettant la reconstitution du scénario de référence *ex-post*.
- S'agissant de la description du trafic observé après la mise en service, le prestataire devra vérifier que le bilan n'a pas décrit le trafic uniquement sur la section aménagée mais aussi sur les sections qui y sont connectées (A7/A50), et sur les principaux axes concurrents.

28.3.1.3 Qualité de service

28.3.1.3.1 Principe du bilan

La méthode consiste à comparer les temps de parcours prévus et réels en situation de référence et de projet et d'expliquer les écarts observés

28.3.1.3.2 Eléments à contrôler et compléments demandés

Le prestataire devra dans un premier temps contrôler la qualité des données employées pour apprécier l'évolution des temps de parcours. Il devra également s'assurer que les méthodes de

calcul sont pertinentes, de la bonne reconstitution du scénario de référence et de la cohérence avec le volet trafic.

S'agissant des données ex-ante, il devra plus particulièrement présenter les gains de temps prévus dans la DUP et/ou dans les études APS et les justifications données par les études. Si ces temps de parcours s'appuient sur les résultats du modèle de trafic (cf.3.1.2.2), il devra vérifier que les temps de parcours ont également été recalculés.

Concernant les données ex-post, le rédacteur de l'avis devra présenter lisiblement les itinéraires concurrents étudiés sur une carte et reporter dans un tableau les différences de temps de parcours entre le nouvel aménagement et les itinéraires concurrents pour les principales OD afin de permettre une bonne lisibilité du rapport. Il devra également apprécier la qualité des données fournies dans le bilan : fiabilité, conditions de mesures (en situation de congestion ou non ?), période, jour choisi. Enfin, il vérifiera la pertinence des éléments proposés pour justifier les écarts entre les études et les observations. Il devra proposer des réajustements si nécessaire.

28.3.1.4 Sécurité routière

28.3.1.4.1 Principe du bilan

Pour la partie sécurité routière, la méthodologie consiste à reconstituer les taux d'accidents, de tués, et de blessés hospitalisés et non hospitalisés en situation de référence et de projet sur le réseau. Il faut ensuite les comparer aux données *ex ante*, comparer les évolutions aux évolutions moyennes nationales et analyser les écarts observés.

28.3.1.4.2 Eléments à contrôler et compléments demandés

Le rédacteur de l'avis doit particulièrement étudier les méthodes de reconstitution et s'assurer de la pertinence des données.

Le prestataire devra dans un premier temps présenter les évolutions des taux d'accidents et de tués observés en situation *ex-post* sur le nouvel aménagement et sur les itinéraires concurrents sur les périodes DUP -> MES et MES -> MES + 5 ans.

Il devra également s'assurer du respect de la méthodologie de reconstitution de la situation de référence *ex-post* : Il faut calculer les accidents évités à l'aide des taux d'accidents par veh.km et le nombre de tués pour 100 accidents à l'aide des données de l'ONISR par type de voies en tenant compte des reports préalablement calculés.

28.3.1.5 Rentabilité socio-économique

28.3.1.5.1 Principe du bilan

Pour la partie rentabilité socio-économique, le bilan doit calculer les principaux indicateurs socio-économiques (VAN-SE et TRI) et les comparer à ceux utilisés dans la DUP. Le bilan doit expliquer les principaux écarts.

La comparaison des bilan *ex ante* et *ex post* doit être réalisée par étude d'indicateurs issus du même référentiel d'évaluation : Soit on recalcule les indicateurs du bilan *ex ante* à partir des règles actuelles ce qui permet de prendre en compte les externalités environnementales, la

pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre ou le bruit. Si les données ex ante font défaut, on recalcule les observations ex post par les règles en vigueur lors de la DUP. Le bilan doit vérifier cette mise en compatibilité.

28.3.1.5.2 Eléments à contrôler et éléments demandés

Le rédacteur de l'avis doit essentiellement s'assurer de la bonne méthode de calcul des indicateurs ex post, et il doit s'assurer de la cohérence des hypothèses entre les deux évaluations. Il s'intéresse particulièrement à la reconstitution des écarts. Dans le cas d'une infrastructure concédée, le même travail est effectué pour les indicateurs de rentabilité économique.

L'analyse de ce thème devra être scindée en deux parties : une partie méthodologique permettant de rappeler la méthodologie employée par le bilan pour rendre compatible les indicateurs ex ante et ex post. Dans le cas où le référentiel ex post a été choisi, le prestataire devra vérifier que la monétarisation des effets extérieurs a bien été prise en compte. Cette partie devra aussi récapituler les hypothèses de calcul et indiquer si ces dernières sont justifiées.

Dans une deuxième partie (de résultats), le rédacteur de l'avis devra faire figurer dans un tableau tous les indicateurs : coût économique global, bénéfice actualisé, coût actualisé des dépenses d'entretien et d'exploitation, avantage net global, somme actualisée des avantages, bénéfice actualisé par euro/investi, valeur actualisée nette socio-économique, taux de rentabilité interne, taux de rentabilité immédiate) pour les différentes situations Prévission ex ante / Bilan ex post / Prévisions APS si différent de celles du dossier de DUP). Pour chacun des indicateurs, il est demandé de reprendre poste par poste la décomposition des écarts sur les coûts et les externalités monétisées et les justifier si le bilan ne l'a pas fait en étayant les hypothèses pour le faire. Il est aussi demandé dans cette partie de vérifier la corrélation entre les écarts relatifs à la rentabilité et ceux sur les coûts et trafics.

28.3.1.6 Volet économie et territoire

28.3.1.6.1 Principe du bilan

Pour le volet économie et territoire du bilan ex post, la méthodologie appliquée consiste à comparer les effets prévus dans la DUP aux effets constatés après la mise en service, puis d'expliquer les écarts observés. Les effets comparés sont distingués entre activités économiques (agriculture, tourisme, commerce, etc.) et aménagement du territoire (accessibilité, évolution de la population, etc.).

28.3.1.6.2 Eléments à contrôler et éléments demandés

Le rédacteur de l'avis doit s'assurer de la pertinence des analyses. Il doit aussi vérifier que le bilan parvient bien à mettre en lumière les évolutions spécifiques du territoire étudié.

Dans cette partie, il est demandé au rédacteur de l'avis de présenter un tableau comparatif des prévisions de la DUP et des retours de la population. Il devra aussi s'assurer que le bilan utilise à plein escient les comptes rendus d'entretien avec les acteurs du territoire en les confrontant avec les constats chiffrés des parties précédentes.

28.3.1.7 Environnement

28.3.1.7.1 Principe du bilan

Pour les bilans environnementaux, la méthodologie du bilan ex post consiste globalement à comparer les effets environnementaux prévus dans la DUP aux effets constatés après la mise en service. Il s'agit aussi d'évaluer les effets des mesures d'évitements, de réductions et de compensations mises en place par le maître d'ouvrage.

28.3.1.7.2 Eléments à contrôler

L'avis doit vérifier que le bilan LOTI s'inscrit dans la double démarche du retour d'expérience sur les prises de décisions passées et d'enseignements pour améliorer la qualité des projets futurs. Dans cet esprit, l'avis vérifiera que les 5 grands objectifs des bilans environnementaux ex post sont bien respectés :

- Vérifier la réalisation effective des engagements du maître d'ouvrage concernant la maîtrise des impacts sur l'environnement générés par les projets autoroutiers et routiers, et expliquer les éventuelles différences constatées (modifications éventuelles entre le projet présenté et l'opération réalisée, demandes locales supplémentaires) ;
- Évaluer les effets, prévus ou non, qui ont été observés suite aux travaux puis à la mise en service, aussi bien au niveau du projet (effets directs) que sur l'ensemble de sa zone d'influence (effets indirects), et constater l'efficacité des moyens mis en œuvre pour réduire (passages à faune, aménagements paysagers, protections phoniques) ou compenser ces effets (transplantation d'arbres, créations de mares de substitution, etc...) ;
- Adapter, si nécessaire et en concertation avec les partenaires impliqués, les dispositifs afin de résorber les impacts non maîtrisés, lorsque les analyses ont mis en évidence l'inefficacité de certaines mesures (libertés laissées aux entreprises dans la gestion des dépôts par exemple) ;
- Améliorer la connaissance des impacts des infrastructures sur l'environnement (mécanismes mis en jeu, répartition spatiale des impacts positifs et négatifs, vitesses de cicatrization et de dégradation des milieux), afin de concevoir de meilleurs projets et de capitaliser le savoir-faire en matière de maîtrise des impacts sur l'environnement (la diffusion des bilans déjà réalisés est à ce titre indispensable, afin d'améliorer les méthodologies pour l'élaboration des futures études) ;
- Contribuer à une politique de transparence de l'action du maître d'ouvrage, qui améliore sa communication auprès des citoyens et des organismes concernés en restituant l'efficacité réelle des aménagements conçus pour favoriser l'insertion de l'infrastructure dans l'environnement (avec le souci d'adapter le niveau de complexité parfois atteint dans le bilan environnemental aux attentes du public).

L'avis devra ainsi vérifier que le bilan LOTI contient bien les éléments suivants :

- Une synthèse de l'état de référence ;
- Une synthèse des mesures d'insertion mises en œuvre ;
- La comparaison des prévisions aux effets réellement constatés, comprenant en compte les impacts directs et indirects ainsi que les effets non prévus au moment de la DUP ;

- *Un bilan du fonctionnement et de l'efficacité des mesures d'insertion comportant une analyse critique des résultats et les causes de différences ou d'échecs éventuels ;*
- *Les propositions de suite à donner.*

Pour chacune des thématiques identifiées sur le projet, l'avis devrait :

- Contrôler les observations du bilan LOTI, sa pertinence, son exhaustivité quant aux enjeux identifiés pour chaque thématique ;
- Définir si les mesures prises correspondent aux engagements, et si elles permettent de comprendre, observer et répondre aux enjeux identifiés ;
- Relever les éléments qui lui semblent à approfondir, reprendre ou corriger ;
- Proposer des réajustements si nécessaire.

29 Dérogations au CCAG PI

L'article 10.1.2 du présent CCP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG PI.

L'article 10.3 du présent CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

L'article 18 du présent CCP déroge à l'article 23 du CCAG PI.

30 Liste des annexes au présent CCP

Fiche d'évaluation